

VERS UN EMBRASE- MENT DU MOYEN- ORIENT?

Denis Bauchard

L'opération « Déluge d'Al-Aqsa » lancée par le Hamas a brutalement focalisé l'attention sur un Moyen-Orient en chaos¹. Elle constitue pour la population israélienne un choc sans précédent. En effet, pour la première fois depuis son indépendance, Israël connaît la guerre sur son sol avec des commandos du Hamas qui ont franchi sans difficulté son dispositif de défense, tuant indistinctement civils et militaires, et qui ont pris de nombreux otages dans un pays qui se croyait en paix. Un premier bilan fait état, du côté israélien, de 1 400 tués et de plus de 3 700 blessés, essentiellement des civils. Ces actions terroristes, d'une ampleur inédite et susceptibles d'être qualifiées de crimes de guerre, ont contribué à créer dans la population le sentiment qu'Israël, malgré la force de son armée, reste vulnérable.

Un choc sans précédent

Depuis la fin de la seconde Intifada en 2005, Israël a connu des tensions, notamment autour de l'esplanade des Mosquées, des attentats sporadiques relevant souvent d'initiatives spontanées, des tirs périodiques de roquettes venant de Gaza et, de façon inédite, des incidents impliquant des Arabes israéliens. Mais un climat de normalité prévalait.

Cette attaque massive, qui se poursuit par des tirs de roquettes, marque un réveil tragique de la question palestinienne, trente ans après les accords d'Oslo et l'enterrement de la solution à deux États par Israël. Par cette action brutale, le Hamas prend le leadership aux yeux des Palestiniens et des opinions publiques arabes au détriment de l'Autorité palestinienne, déjà largement discréditée.

Et pourtant, la bande de Gaza, avec ses 2,3 millions d'habitants, « prison à ciel ouvert » contrôlée depuis 2007 par le Hamas, émanation palestinienne des Frères musulmans, était une bombe à retardement évidente. À cet égard, la politique israélienne s'est montrée quelque peu ambiguë, voire complaisante². La validation des financements apportés par le Qatar au gouvernement du Hamas

1 - Voir Denis Bauchard, *Le Moyen-Orient au défi du chaos. Un demi-siècle d'échecs et d'espoirs*, Paris, Maisonneuve & Larose/Hémisphères, 2021.

2 - Elle était pourtant dénoncée dès 2006 par quelques observateurs lucides : voir Charles Enderlin, « Quand Israël favorisait le Hamas », *Le Monde*, 3 février 2006.

témoigne de cette politique visant à affaiblir l'Autorité palestinienne. Ainsi, le Hamas gouverne le territoire et dispose d'une branche militaire, la brigade Ezzedine al-Qassam forte de plus de 20 000 combattants, dotée de roquettes, de drones, voire de missiles. Certes, des tirs venaient régulièrement de la bande de Gaza où, selon l'expression utilisée par Tsahal, il s'agissait de « *tondre le gazon* » par des interventions régulières avec des pertes militaires et civiles importantes, comme en 2008-2009, 2014 et 2021. Ces opérations étaient suivies de trêves, après des médiations égyptiennes et même des contacts directs.

Une empathie sélective à l'égard d'Israël

L'émotion suscitée par cette attaque sans précédent et les massacres progressivement découverts ont conduit à l'expression d'une forte empathie envers Israël, aussi bien aux États-Unis que dans l'ensemble des pays occidentaux, d'autant plus que des nationaux figurent parmi les victimes. Dès le matin du samedi 7 octobre 2023, le président Biden apporte un soutien sans faille à Israël, mettant fin à une période de prise de distance de l'administration démocrate avec le gouvernement « sulfureux » dirigé par Benjamin Netanyahu. En Europe, les manifestations de sympathie,

notamment en France, ont été également importantes.

Il n'en est pas de même dans les pays arabes, où les opinions publiques n'ont pas caché leur satisfaction de voir l'invincibilité d'Israël et de son armée remise en cause et ont manifesté massivement en faveur des Palestiniens. Au niveau des gouvernements, seuls le Maroc et les Émirats arabes unis ont condamné l'agression. Le communiqué publié par les autorités saoudiennes, comme les autres pays arabes, ne condamne pas le Hamas. Riyad rappelle « *les dangers liés à une situation d'occupation persistante, la négation des droits légitimes des Palestiniens et les provocations systématiques touchant les lieux saints* ». La Ligue arabe comme l'Organisation de la coopération islamique condamnent « *l'agression* » d'Israël contre Gaza, sans faire référence à l'attaque initiale du Hamas.

De son côté, la Russie, qui entretient pourtant d'excellentes relations avec Israël, a fait preuve d'une distance inhabituelle et d'une absence de condamnation, les deux parties étant renvoyées dos à dos et appelées à la retenue. Quant aux pays du « Sud global », on constate, sauf quelques cas isolés comme l'Inde, des réactions similaires à celles qui ont suivi l'agression russe contre l'Ukraine. Aucune condamnation explicite du Hamas n'apparaît. Ils affichent neutralité ou indifférence, et parfois, notamment en Amérique

du Sud ou dans les pays musulmans, expriment leur solidarité à l'égard des Palestiniens, en rappelant le poids de deux mesures.

Une réaction israélienne déterminée

La réaction des autorités israéliennes est d'autant plus déterminée que leur opinion publique dénonce les défaillances du gouvernement, des services de renseignement et de l'armée. Il s'agit d'une « guerre totale ». En décidant l'opération « Épée de fer », Benjamin Netanyahu déclare vouloir « tuer le Hamas », mais aussi « *changer le Moyen-Orient* », objectifs ambitieux et peu réalistes. Trois cent mille réservistes sont mobilisés. Plusieurs centaines de sites sont visés dans Gaza par un déluge de bombes, avec d'inévitables « dommages collatéraux ». Au cours des dix premiers jours de la guerre, plus de 3 400 Gazaouis ont été tués et 10 320 blessés, essentiellement des civils. Cependant, l'offensive israélienne est gênée par la présence de plus de 200 otages dénombrés aux mains du Hamas, pouvant être utilisés comme boucliers humains.

Le ministre de la Défense Yoav Gallant va plus loin : « *Nous combattons des animaux humains* », affirme-t-il sans préciser s'il parle des combattants du Hamas ou de la population de Gaza, et annonce un embargo total sur l'eau, la nourriture, l'essence et

l'électricité, suscitant la réprobation de l'Organisation des Nations unies, des organisations humanitaires et de l'Union européenne, qui dénoncent des punitions collectives contraires aux conventions de Genève. Un cauchemar humanitaire est en cours. L'invasion au sol ne peut que l'aggraver.

En matière de politique intérieure, un « cabinet de guerre » a été mis en place, permettant le retour de Benny Gantz, et la contestation de la réforme de la Cour suprême est suspendue. Malgré ce rassemblement autour du pouvoir en place, c'est la survie de la carrière politique de Benjamin Netanyahu qui se joue à terme.

Vers un embrasement ?

En Cisjordanie, quadrillée par Tsahal, la situation semble sous contrôle malgré des incidents ponctuels. Sur le front nord, la tension monte. Le Hezbollah s'est d'abord contenté d'affirmer sa solidarité et d'effectuer des tirs symboliques. Dans le contexte libanais actuel, prendre une initiative militaire rejetée par une population sinistrée desservirait ses intérêts. Cependant, les tirs se multiplient de part et d'autre de la frontière et la situation peut dégénérer. Israël a également visé des cibles en Syrie, y compris l'aéroport de Damas, mais le régime de Bachar el-Assad n'est pas en état de répliquer efficacement.

S'agissant des pays arabes voisins, par-delà les déclarations parfois enflammées, aucun pays n'envisage de prêter secours au Hamas, avec lequel – à l'exception du Qatar – les relations sont exécrables. En revanche, l'Arabie saoudite a déclaré que le processus de négociation avec Israël pour rejoindre les accords d'Abraham était suspendu.

Quant à l'Iran, le Guide suprême a déclaré « *nous sommes fiers d'eux* » en parlant du Hamas et a dénoncé des « *crimes de guerre* » commis à Gaza, niant toute responsabilité dans l'initiative du Hamas. Mais il y a un risque que la guerre de l'ombre entre Israël et l'Iran devienne une guerre ouverte. Une telle éventualité apporterait un risque d'embrasement dépassant la région, sans compter les conséquences sur l'évolution du prix du pétrole et du gaz, déjà à la hausse.

Il y a un risque que la guerre de l'ombre entre Israël et l'Iran devienne une guerre ouverte.

Cette situation conduit les États-Unis à se réengager au Moyen-Orient, malgré leur obsession de la menace chinoise. Quant à l'Union européenne, elle ne peut se désintéresser de son « arrière-cour » au Moyen-Orient et peut craindre des conséquences sur son territoire. Enfin, les événements

actuels ne sont pas une bonne nouvelle pour le président Zelensky, déjà inquiet par un certain essoufflement du soutien américain et européen. Par ailleurs, la critique du deux poids deux mesures risque d'éloigner encore plus le Sud global d'un soutien à l'Ukraine.

Un avenir incertain

Une impasse militaire et politique est probable et les marges de manœuvre pour une médiation sont minces. Certains pays s'y emploient, notamment les États-Unis, l'Égypte et le Qatar. Ce dernier semble bien placé pour essayer de résoudre le délicat problème des otages.

Sur le plan politique, on voit mal comment Israël, compte tenu du déplacement du centre de gravité de sa politique intérieure vers la droite et l'extrême droite, pourrait donner satisfaction aux revendications des Palestiniens, notamment en faveur d'un État. L'appel à une solution à deux États est de moins en moins crédible. En toute hypothèse, l'assise territoriale palestinienne s'est amenuisée, rognée par le mur de séparation, l'extension des colonies et la fragmentation des zones habitées par les Palestiniens. Quant à la solution d'un État unique, Israël rejetant le principe d'égalité des droits, elle conduirait à une situation d'apartheid.

Sur le plan militaire, l'éradication du Hamas, comme du Hezbollah, est

un objectif périlleux voire impossible. L'invasion terrestre risque d'être très coûteuse en vies humaines, de part et d'autre. L'accusation de crimes de guerre, voire de génocide, peut également peser sur l'armée israélienne. Le retour à une occupation permanente sera un défi redoutable pour Tsahal. L'expulsion de la population de Gaza demandée par l'extrême droite israélienne est évoquée, et l'exode potentiel du million d'habitants qui habitent sa partie nord est ressenti comme le signe d'une nouvelle Nakba.

La tragédie qui secoue le Moyen-Orient ne peut qu'accroître le clivage entre les pays occidentaux et le Sud global. Devant une telle situation, la France a un rôle à jouer, compte tenu notamment de ses importantes communautés juives et arabes. La question palestinienne et la sécurité d'Israël restent à régler. Seules de fortes pressions conjuguées des États-Unis et de l'Europe peuvent éviter le pire.

Le 17 octobre 2023

Denis Bauchard

Ancien diplomate, conseiller pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales, il est notamment l'auteur de *Le Moyen-Orient au défi du chaos* (Hémisphères, 2021).